

**Colombie - Relations bilatérales -
Accord de Paris - Déclaration
conjointe de M. Emmanuel Macron,
président de la République, et de M.
Juan Manuel Santos, président de la
République de Colombie - Propos
de M. Macron**
(Paris, 21 juin 2017)

Je voulais d'abord remercier pour sa présence, sa venue, le président Santos, dans le cadre de ce qui est la première visite officielle d'un chef d'État étranger depuis mon élection.

Ce n'est pas un hasard, ce n'est pas parce que nous sommes aujourd'hui le jour le plus long de l'année, ce n'est pas parce que sans doute nous sommes le jour le plus chaud de l'année. C'est aussi parce que la relation entre nos pays a quelque chose d'unique, qui sont les liens historiques, culturels, personnels qui se sont tissés. Parce que cette visite aussi est un hommage que rend la France au courage et à la détermination avec lesquels vous vous êtes engagé sur la voie de la paix.

Nous connaissons tous et toutes les obstacles que rencontrent celles et ceux qui veulent avancer sur cette voie. À ce titre, l'ignoble attentat commis samedi dernier à Bogota l'a encore souligné.

Comme vous le savez, Julie Huynh, une jeune française de 23 ans, y a tragiquement perdu la vie, alors qu'elle terminait une mission sociale auprès de jeunes colombiens. Sa disparition nous attriste profondément. Mais son engagement nous honore et renforce plus que jamais notre détermination à poursuivre notre action.

Monsieur le Président, cette attaque - nous en avons parlé - abjecte et lâche n'affecte en aucun cas le plein soutien de la France et sa totale disponibilité aux côtés de votre pays dans ce processus de paix historique qui doit tant à votre engagement personnel, légitimement récompensé l'an dernier par le Prix Nobel de la Paix.

Nous avons déjà fait beaucoup par le passé. Au niveau bilatéral, la Colombie est devenue l'un des premiers partenaires de notre politique de développement. Le total des prêts de l'agence française de développement à la Colombie depuis 2009 atteint 2 milliards de dollars d'engagements, dont près de la moitié directement consacrée à l'accompagnement de la situation post-conflit que traverse votre pays.

Cette aide concerne principalement le développement rural - nous en avons parlé - nos ministres des affaires étrangères vont, d'ici la fin de semaine, travailler sur tous ces sujets.

Concernant les dons, 1,6 million d'euros ont été déboursés depuis 2012 en faveur du déminage, de la politique mémorielle ou du cadastre.

Je veux ici vous le redire, je suis pleinement déterminé à poursuivre concrètement ce soutien. C'est pourquoi la déclaration commune que nous venons de signer avec le président Santos vise à favoriser notre coopération et le financement de projets à hauteur de 350 millions d'euros, pour accompagner la Colombie dans cette phase aussi déterminante que délicate de la mise en oeuvre de l'accord de paix conclu avec les FARC.

À ce titre, l'agence française de développement continuera à être pleinement présente.

À cet égard, la France agit également pour la Colombie dans les enceintes multilatérales, au sein de l'Union européenne, elle participe au fonds de soutien au processus de paix en Colombie, auquel elle a apporté une contribution directe de 3 millions d'euros, au conseil de sécurité des Nations unies, nous avons oeuvré aux deux résolutions qui ont donné jour à la mission d'observation en Colombie, dirigée d'ailleurs par un compatriote, M. Arnault.

Pour l'avenir, la France reste pleinement mobilisée, nous vous soutiendrons dans la demande de deuxième mission d'ici au 10 juillet. La France sera aussi pleinement mobilisée, car nous savons combien le post-conflit compte au moins autant que la fin des hostilités. Vous devez réussir à gagner cette bataille de la paix qui - vous l'avez longuement expliqué - est bien plus difficile parfois à gagner que certaines guerres.

Les défis de démobilisation, de réinsertion politique, économique et sociale sont encore à relever. J'ai indiqué au président Santos que nous sommes disposés à soutenir de nombreux projets, de nouveaux projets pour consolider la paix et la sécurité, en matière de déminage, de réconciliation, de justice transitionnelle et tout ce que la France pourra faire, elle le fera à vos côtés.

Concernant nos relations économiques, celles-ci n'ont eu de cesse de se renforcer. Les échanges commerciaux entre nos deux pays ont doublé au cours des dix dernières années. Avec près de 200 filiales françaises, plus de 100.000 emplois directs, la France est, sous votre contrôle, le premier employeur étranger en Colombie. Nous sommes donc particulièrement bien placés - je l'ai dit au président Santos - pour répondre aux besoins d'une économie émergente comme celle de la Colombie et j'ai rappelé la disponibilité, l'expertise des entreprises françaises dans des domaines comme les infrastructures, les transports ou la défense.

À ce titre, nos relations ne peuvent que se renforcer, compte tenu des efforts faits par la Colombie, qui, la semaine dernière, a annoncé un important accord en matière d'investissement, clarifiant le cadre et la sécurité du cadre d'investissement en Colombie. L'agrément prochain de notre convention de non double taxation permettra de parachever ce travail.

Nous avons également évoqué dans ce contexte l'adhésion de la Colombie à l'OCDE, la France

la soutient, la soutiendra et c'est ainsi une manière de conforter davantage la place de la Colombie dans l'économie internationale.

Enfin, nos relations bilatérales sont, elles aussi, fortes, bien au-delà de l'économie. Nous avons salué le succès de l'Année France Colombie pour 2017 et l'ouverture de la saison de la Colombie en France, pour laquelle le président Santos nous a fait l'honneur de sa présence.

Nous nous sommes réjouis à ce titre d'inaugurer, vendredi, ensemble, à la Philharmonie, la saison colombienne en France avec un concert de jeunes français et colombiens issus de projets musicaux d'intégration sociale. La programmation de ce second semestre 2017 présentera le visage d'une Colombie tournée vers la paix et renforcera encore le lien entre nos deux pays, nos deux sociétés civiles, nos acteurs culturels, universitaires et c'est - nous en sommes pleinement convaincus l'un et l'autre - une manière à la fois dans la durée, mais dans l'intimité de nos sociétés, de faire encore davantage.

Enfin, un dernier mot pour dire combien nous nous sommes, là aussi, retrouvés en accord, si je puis dire, en harmonie, sur le sujet de la transition environnementale et de la lutte contre le réchauffement climatique. Le Parlement colombien vient de ratifier l'Accord de Paris, à un moment où certains voudraient le mettre en doute. J'ai remercié le président Santos qui avait d'ailleurs joué un rôle précieux durant la COP21.

La Colombie possède la deuxième plus grande biodiversité du monde. C'est l'un des pays les plus menacés par les effets du changement climatique et c'est dire combien nous avons, là aussi, en la matière, vocation à coopérer. La croissance verte est d'ailleurs l'un des axes majeurs de l'intervention de l'agence française de développement en Colombie pour les années à venir.

Voilà tout ce qu'ensemble, nous avons évoqué, mais je ne fais là qu'un compte-rendu, là où la relation entre nos deux pays s'inscrit à la fois dans nos histoires, dans l'enthousiasme que nous avons vu sur plusieurs visages lorsque vous m'avez accompagné pour traverser la cour de l'Élysée, où des jeunes françaises, des jeunes français, des binationaux, des Colombiens présents ont manifesté leur enthousiasme. C'est eux qui la font vivre au-delà de nous.

Mais ma volonté, Monsieur le Président, c'est dans les cinq années qui me sont données à la tête de mon pays, de tout faire pour que cette relation soit encore plus forte, encore plus belle et puisse vous accompagner dans les ambitions qui sont les vôtres. Merci./.

(Source : site Internet de la présidence de la République)